

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles a, par ordonnance du 2 janvier 1991, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 25 juin 1991.

Le directeur régional,  
J. Van Horen.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitting van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, bij bevelschrift van 2 januari 1991, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Brussel, 25 juni 1991.

De gewestelijke directeur,  
J. Van Horen.

(2903)

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[S—27263]

**15 FEVRIER 1991. — Circulaire relative à la mise en application des dispositions de l'arrêté de l'Exécutif du 6 mars 1986, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 15 mars 1990, relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour la construction, l'agrandissement ou la transformation d'abattoirs publics**

L'arrêté de l'Exécutif du 6 mars 1986 définit les conditions d'octroi et la procédure prévue pour l'obtention des subventions relatives à l'objet sous rubrique.

Il complète et précise l'arrêté royal du 25 avril 1980, réglant la procédure d'octroi des subsides prévus à l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de wateringues.

Le mode de subventionnement, prévu à l'intervention du Crédit Communal de Belgique, doit permettre le paiement accéléré des sommes dues par les administrations publiques subordonnées à leur co-contractants.

Dans ce but, au moment de l'approbation par la Région du dossier d'adjudication des travaux, l'administration subordonnée sera invitée, comme par le passé, à contracter, auprès du Crédit Communal de Belgique, un emprunt d'un montant correspondant à la part d'intervention de la Région dans le coût de l'entreprise.

Les charges financières qui résultent dudit emprunt, conclu pour une durée de vingt ans, seront intégralement prises en charge par la Région.

Modalités de paiement :

1° La Région fait parvenir au Crédit Communal une copie de sa promesse ferme d'intervention dans laquelle elle mentionne le montant en capital (arrondi au millier inférieur) dont les intérêts et amortissements seront supportés par l'Etat.

2° Le montant de la subvention sera calculé de telle manière que la part à charge du maître de l'ouvrage ne dépasse pas 50 %, tenant compte de l'aide susceptible d'être apportée par le FEOGA.

3° Une avance correspondant à 20 % du montant de la subvention, calculée sur base de la soumission, sera mise à la disposition du maître de l'ouvrage par le Crédit Communal de Belgique et ce, à la demande de la Région, sur production de la notification du marché à l'entrepreneur et de l'ordre de commencer les travaux.

4° Le Crédit Communal renverra à la Région une copie de la demande de mise à disposition, revêtue de la mention d'exécution et de la date, valeur à laquelle les intérêts pour les 20 % de la part de la Région prendront cours.

5° La même procédure de mise à disposition sera suivie pour la liquidation des 80 % de la part Région et ce, au fur et à mesure de l'introduction des états d'avancement auprès de la Région, déduction faite évidemment de l'acompte de 20 %.

Chacun desdits états d'avancement, pour autant qu'il atteigne au moins 10 % du montant de la subvention (sinon, il conviendra d'attendre leur cumul pour atteindre ce seuil), fera l'objet d'un avis adressé au Crédit Communal de Belgique lui demandant la mise à la disposition du maître de l'ouvrage d'un emprunt de cet import et compte tenu de la part d'intervention de la Région dans le montant des travaux.

6° Sur base du décompte final et du procès-verbal de réception provisoire des travaux, le montant définitif du subside sera établi, en tenant compte notamment des éventuelles subventions obtenues sur base d'autres dispositions légales ou réglementaires.

S'il apparaît au décompte final que la part de la Région est inférieure au montant initialement prévu, tout l'emprunt est rajusté au nouveau montant.

Si, au contraire, il apparaît au décompte que le montant du subside prévu est insuffisant, celui-ci est augmenté à concurrence des suppléments approuvés.

Au cas où à la suite de remarques de la Cour des Comptes, le montant définitif de la part d'intervention serait modifié, la Région en aviserait le Crédit Communal qui procéderait aux régularisations nécessaires.

### I. Conditions essentielles pour obtenir les subsides

1° Comme par le passé, l'avant-projet et le projet doivent être approuvés par la Région. Préalablement à la mise en adjudication des travaux, le maître de l'ouvrage doit être en possession d'une promesse de principe d'intervention financière.

2° La législation en matière de marchés publics devra évidemment être respectée tout au long de la procédure, et notamment en ce qui concerne le mode de passation du marché.

3° Le dossier d'adjudication doit être approuvé par le département avant que soit donné l'ordre de commencer les travaux. A ce sujet, il y aura lieu d'attirer l'attention des pouvoirs subordonnés sur la nécessité de soumettre les dossiers d'adjudication dans les plus brefs délais, afin de permettre, en tout état de cause, la notification de la décision à l'adjudicataire avant l'expiration du délai de validité des offres.

En règle générale, tout supplément réclamé par les firmes adjudicatrices par suite d'une notification tardive sera rigoureusement exclu du bénéfice de la subvention de la Région.

4° Le maître de l'ouvrage doit imposer la tenue d'un journal des travaux, conforme au modèle en usage pour les travaux de la Région.

5° L'administration doit être informée de la date de commencement des travaux ; elle doit également être informée en temps utile de la date des essais imposés par le cahier spécial des charges afin de pouvoir y déléguer éventuellement un de ses techniciens. Elle sera informée au moins 10 jours à l'avance de la date fixée pour la réception des ouvrages.

6° Tous contrats ou modifications de contrats relatifs aux travaux subsidiés ne peuvent être pris en considération pour l'octroi du subside, qu'après approbation de la Région.

### II. Détermination du montant subsidiable des entreprises

#### A. Dépenses subsidiables

Sont admis au bénéfice du subside :

1° les travaux énumérés à l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif du 6 mars 1986, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 15 mars 1990;

2° les frais généraux : honoraires de l'auteur du projet, frais d'adjudication, de surveillance, de réception des matériaux, retenue provinciale, assurance-contrôle, etc...;

Ceux-ci sont toutefois limités forfaitairement à 5 % du montant des travaux subsidiables.

3° les frais d'acquisition des biens immeubles strictement nécessaires pour l'exécution des travaux et à concurrence de la valeur fixée par le Comité d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat;

4° les travaux supplémentaires, jusqu'à concurrence d'un montant équivalent à 10 % du montant initial des travaux.

En principe, seuls les travaux supplémentaires imprévisibles lors de la rédaction du projet pourront bénéficier du subside.

Lors de l'introduction à la Région d'une demande de subside en faveur de pareils travaux, les documents constituant le dossier me seront transmis en double exemplaire par la voie hiérarchique.

Les travaux supplémentaires seront obligatoirement mentionnés sous rubrique spéciale dans les états mensuels dont question au chapitre IV ainsi qu'au décompte final de l'entreprise.

#### B. Révision du prix des marchés

##### Dispositions générales

Pour les entreprises de travaux dont le délai d'exécution indiqué au cahier spécial des charges est inférieur à 100 jours ouvrables et dont le montant total de la soumission est inférieur à 250 000 FB, ni les révisions contractuelles du chef des variations des salaires et des charges sociales, ni les révisions contractuelles du chef des fluctuations des prix des matériaux ne sont admises au bénéfice du subside.

Pour les entreprises pour lesquelles, ou bien le délai d'exécution est au moins de 100 jours ouvrables, ou bien le montant total de la soumission est égal ou supérieur à 250 000 FB, mais sans que les deux conditions soient réunies, seules les révisions contractuelles du chef des variations des salaires et des charges sociales sont admises au bénéfice du subside.

Pour les entreprises dont, à la fois le délai d'exécution est au moins de 100 jours ouvrables et le montant total de la soumission est égal ou supérieur à 250 000 FB, les révisions contractuelles du chef des fluctuations des prix des matériaux sont également admises au bénéfice du subside et ce, quel que soit le type de marché.

Le montant total de la soumission dont question ci-dessus doit s'entendre taxe non comprise.

Les révisions seront effectuées suivant les formules suivantes :

— en cas de révision uniquement du chef des variations des salaires et des charges sociales :

$$P = P (0,35 \frac{S}{S} + 0,65)$$

S

— en cas de révision à la fois du chef des variations des salaires et des charges sociales et du chef des fluctuations du prix des matériaux, matières et produits mis en oeuvre sur les chantiers :

$$P = P (0,35 \frac{S}{S} + 0,35 \frac{I}{I} + 0,30)$$

S

I

Dans ces formules :

P = le montant rajusté du marché;

P = le montant du marché calculé sur base du contrat.

Ne sont pas comprises dans "P", les sommes payées à l'entrepreneur à titre d'indemnité, prime, dommages et intérêts, etc.

s = salaire horaire moyen en vigueur le premier jour du mois pour lequel l'état d'avancement des travaux a été établi.

S = salaire horaire moyen en vigueur à une date qui précède de 10 jours à la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Le "salaire horaire moyen" est la moyenne des salaires conventionnels des ouvriers qualifiés, spécialisés et manoeuvres, fixés par la Commission paritaire nationale de l'Industrie de la Construction pour la zone correspondant au lieu où est située le chantier de l'entreprise, majorée du pourcentage global des charges sociales et assurances, admis par le Ministère des Travaux publics pour les entreprises de travaux ressortissant à l'industrie de la construction.

En ce qui concerne le régime des charges sociales, les travaux sont censés être classés dans la catégorie indiquée au cahier spécial des charges.

Les symboles i et I représentent l'indice mensuel calculé sur la base d'une consommation annuelle des principaux matériaux et matières par l'Industrie de la Construction sur le marché intérieur. Leur valeur est publiée mensuellement par le Ministère des Travaux Publics.

i représente celui se rapportant au mois de calendrier qui précède celui pour lequel l'état d'avancement est dressé.

I représente celui se rapportant au mois de calendrier précédant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Lorsque, pour un travail déterminé, un matériau est très largement prédominant, les i et I définis comme ci-dessus peuvent être remplacés par les prix du matériau en question aux époques considérées.

Quant aux révisions contractuelles du chef des modifications intervenues en Belgique des droits et des taxes ayant une incidence sur les marchés, elles sont admises au bénéfice du subside dans tous les cas. Les modalités de ces révisions sont celles prévues à l'article 13, A du cahier général des charges de l'Etat.

#### C. Montant du subside

Il convient de tenir compte que les subsides sont limités à 140 millions par abattoir.

### III. Composition des dossiers en vue de l'engagement des subsides

#### A. Adjudication

- a) le cahier des charges qui a servi de base à l'adjudication;
- b) le procès-verbal d'ouverture des soumissions;
- c) le rapport de l'auteur du projet sur l'adjudication;
- d) les soumissions déposées et toutes leurs annexes;
- e) la délibération motivée par laquelle le maître de l'ouvrage désigne l'adjudicataire des travaux;
- f) éventuellement, le rapport du Service Technique Provincial.

Un deuxième dossier destiné à la Cour des Comptes devra également comprendre des copies certifiées conformes des documents précités, à l'exception des soumissions dont seules copies des deux plus basses seront à produire.

#### B. Travaux à exécuter en Régie

- a) le relevé descriptif des travaux à exécuter et leur devis estimatif;
- b) la délibération du maître de l'ouvrage décidant de leur exécution;
- c) la notice justificative de la procédure adoptée;
- d) l'avis émis par le Service Technique Provincial.

Ce dossier sera introduit en double exemplaire, dont l'un comportera les documents originaux. Les copies seront certifiées conformes par le maître de l'ouvrage.

#### C. Travaux modificatifs ou supplémentaires :

- a) la justification technique par l'auteur de projet et le devis estimatif détaillé des travaux à exécuter;
- b) l'accord de l'entrepreneur adjudicataire de l'entreprise pour l'exécution des travaux supplémentaires, soit aux prix unitaires de sa soumission, soit à prix convenus;
- c) la délibération du maître de l'ouvrage décidant de leur exécution.

Ce dossier sera introduit en double exemplaire, dont l'un comportera les documents originaux. Les copies seront certifiées conformes par le maître de l'ouvrage.

#### D. Acquisitions immobilières

- a) la délibération décidant l'acquisition et précisant sa destination;

b) le rapport d'évaluation du Comité d'Acquisition d'Immeubles pour compte de l'Etat au sujet de cette acquisition;

c) l'acte d'acquisition.

Ce dossier sera introduit en double exemplaire, dont l'un comportera les documents originaux. Les copies seront certifiées conformes par le maître de l'ouvrage.

L'inobservance de ces dernières instructions entraînera ipso facto le renvoi du dossier pour mise au point.

#### IV. Etats d'avancement des travaux et décomptes finaux des entreprises

Les administrations subordonnées introduiront un état mensuel des travaux qui sera dressé le dernier jour de chaque mois de calendrier. Si la date de commencement des travaux ne coïncide pas avec le début d'un mois, le premier état mensuel sera dressé à la fin du mois suivant.

En ce qui concerne les décomptes des entreprises, il conviendra qu'ils soient introduits dans les plus brefs délais à la Région.

Les décomptes devront faire apparaître très clairement les travaux :

1° exécutés suivant la soumission approuvée;

2° exécutés en plus;

3° non exécutés.

Les travaux non-subsidiés devront également nettement ressortir de l'ensemble.

A l'appui du décompte final devront notamment être produits :

1° les relevés détaillés des journées d'intempéries, congés payés, etc...;

2° les ordres de suspension et de reprise des travaux justifiant les interruptions de l'entreprise;

3° le procès-verbal de réception provisoire des travaux.

#### V. Conditions générales

La présente circulaire remplace celles établies par le Ministère de la Santé Publique et de la Famille à savoir la circulaire n° ATH/60/01 du 24 février 1960 et la circulaire n° G5/100/50-59/71 du 27 octobre 1971.

Toute infraction aux règles qui précèdent est susceptible d'entraîner de la part de la Région des sanctions pouvant aller jusqu'au refus ou au retrait partiel ou complet de son intervention financière.

Ces nouvelles dispositions seront d'application pour les travaux dont l'ordre du début d'exécution a été donné à partir du 1er janvier 1991.

Namur, le 15 février 1991.

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Agriculture, l'Environnement et le Logement,  
G. LUTGEN.

Le Ministre de la Région Wallonne pour les Pouvoirs Locaux, les Travaux subsidiés et l'Eau,  
A. VAN DER BIEST.

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[S—27263]

**15. FEBRUAR 1991. — Rundschreiben über die Anwendung der Bestimmungen des Erlasses der Exekutive vom 6. März 1986 über die Gewährung von Zuschüssen an untergeordnete Behörden für den Bau, den Ausbau und den Umbau von öffentlichen Schlachthöfen, abgeändert durch den Erlaß der Exekutive vom 15. März 1990**

Der Erlaß der Exekutive vom 6. März 1986 bestimmt die Bedingungen für die Gewährung und das Verfahren zur Erlangung der Zuschüsse bezüglich der obenerwähnten Angelegenheit.

Er ergänzt und präzisiert den Königlichen Erlaß vom 25. April 1980 zur Regelung des Verfahrens zwecks Gewährung der im Regentenerlaß vom 2. Juli 1949 über die Beteiligung des Staates in Sachen Zuschüsse für die Ausführung von Arbeiten durch die Provinzen, Gemeinden, Gemeindevereinigungen, öffentlichen Unterstützungskommissionen, Kirchenfabriken und Polder- oder Entwässerungsvereinigungen vorgesehenen Zuschüsse.

Durch die Bezuschussung über den Gemeindegeld von Belgien sollen die Beträge, die die untergeordneten öffentlichen Verwaltungen ihren Vertragspartnern schulden, schneller gezahlt werden.

Zu diesem Zweck wird die untergeordnete Verwaltung zum Zeitpunkt, wo die Akte über die Vergabe der Arbeitsaufträge von der Region genehmigt wird, wie früher aufgefordert, beim Gemeindegeld von Belgien eine Anleihe aufzunehmen, deren Betrag der Beteiligung der Region an den Kosten des Vorhabens entspricht.

Die Finanzaufwendungen, die durch diese auf 20 Jahre aufgenommene Anleihe entstehen, gehen ganz zu Lasten der Region.

#### Zahlungsmodalitäten :

1° Die Region läßt dem Gemeindegeld eine Kopie ihrer festen Zuschusszusage zukommen, in der der Hauptbetrag (auf das untere Tausend abgerundet) angegeben ist, für dessen Zinsen und Tilgungen der Staat aufkommt.

2° Der Betrag des Zuschusses wird so berechnet, daß der Teil, der zu Lasten des Bauherrn geht, 50 % nicht übersteigt, wobei die eventuelle Beihilfe des Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft berücksichtigt wird.

3° Ein Vorschuß von 20 % auf den Betrag des auf der Grundlage des Angebots berechneten Zuschusses wird dem Bauherrn durch den Gemeindegeld von Belgien bereitgestellt, und zwar auf Verlangen der Region bei Vorlage des Schreibens, in dem dem Unternehmer die Vergabe des Auftrags mitgeteilt wird und er aufgefordert wird, die Arbeiten in Angriff zu nehmen.

4° Der Gemeindegeld wird der Region eine Kopie des Antrags auf Bereitstellung zurückschicken, der mit dem Durchführungsvermerk und dem Werttag versehen ist, der für die Verzinsung der 20 % der Beteiligung der Region maßgebend ist.

5° Das gleiche Bereitstellungsverfahren wird für die Auszahlung der 80 % der Beteiligung der Region angewandt, und zwar je nach der Einreichung der Berichte über den erreichten Stand der Arbeiten bei der Region und natürlich nach Abzug des Vorschusses von 20 %.

Jeder dieser Berichte über den erreichten Stand der Arbeiten bildet, sofern er mindestens 10 % des Betrags des Zuschusses betrifft (andernfalls muß gewartet werden, bis diese Berichte zusammen diese Grenze erreichen), den Gegenstand einer an den Gemeindegeld von Belgien gerichteten Mitteilung, in der er gebeten wird, dem Bauherrn eine Anleihe in dieser Höhe unter Berücksichtigung der Beteiligung der Region an dem Betrag der Arbeiten bereitzustellen.

6° Der endgültige Betrag des Zuschusses wird auf der Grundlage der Endabrechnung und des Protokolls über die vorläufige Abnahme der Arbeiten insbesondere unter Berücksichtigung der Zuschüsse festgelegt, die eventuell aufgrund anderer Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen erteilt worden sind.

Wenn aus der Endabrechnung hervorgeht, daß die Beteiligung der Region unter dem ursprünglich vorgesehenen Betrag liegt, wird die gesamte Anleihe dem neuen Betrag angepaßt.

Wenn dagegen aus der Endabrechnung hervorgeht, daß der vorgesehene Betrag des Zuschusses nicht ausreicht, wird er bis zu Höhe des genehmigten Mehraufwands erhöht.

Wenn der endgültige Betrag der Beteiligung im Anschluß an Bemerkungen des Rechnungshofes geändert werden sollte, wird die Region den Gemeindegeld darüber verständigen, und dieser wird dann die erforderlichen Berichtigungen vornehmen.

#### I. Hauptbedingungen für die Erlangung der Zuschüsse

1° Der Vorentwurf und der Entwurf müssen wie früher von der Region genehmigt werden. Vor der Ausschreibung der Arbeiten muß der Bauherr eine grundsätzliche Zuschusszusage besitzen.

2° Die Rechtsvorschriften über die öffentlichen Aufträge müssen natürlich während des ganzen Verfahrens, und insbesondere was die Vergabeart betrifft, eingehalten werden.

3° Die Akte über die Vergabe der Aufträge muß vom Ministerium genehmigt worden sein, bevor die Anweisung zur Inangriffnahme der Arbeiten erteilt wird. In diesem Zusammenhang müssen die untergeordneten Behörden darauf aufmerksam gemacht werden, daß sie ihre Akten über die Vergabe der Aufträge so schnell wie möglich einreichen müssen, damit der Beschluß dem Auftragnehmer auf jeden Fall vor Ablauf der Gültigkeitsdauer der Angebote zugestellt werden kann.

Im allgemeinen wird jeder Mehrbetrag, der wegen einer verspäteten Zustellung von den Firmen, die den Auftrag erhalten haben, verlangt wird, auf keinen Fall von der Region bezuschußt.

4° Der Bauherr muß verlangen, daß ein Tagebuch für Arbeitsleistungen gemäß dem für die Arbeiten der Region üblichen Muster geführt wird.

5° Die Verwaltung muß über das Datum der Inangriffnahme der Arbeiten verständigt werden; sie muß auch zu gegebener Zeit über den Tag der im Sonderlastenheft vorgeschriebenen Versuche informiert werden, damit sie eventuell eine ihrer Fachkräfte dahin entsenden kann.

Sie wird mindestens 10 Tage im voraus über den Tag der Abnahme der Arbeiten informiert.

6° Sämtliche Verträge oder Vertragsänderungen in bezug auf die bezuschußten Arbeiten dürfen nur nach Genehmigung der Region für die Zuschussung berücksichtigt werden.

#### II. Bestimmung des bezuschußbaren Betrags der Vorhaben

##### A. Bezuschußbare Ausgaben

Der Zuschuß kann für folgendes gewährt werden :

1° die Arbeiten, die in Artikel 1 des Erlasses der Exekutive vom 6. März 1986, abgeändert durch den Erlaß der Exekutive vom 15. März 1990, aufgeführt sind,

2° die Gemeinkosten : Honorare des Urhebers des Projektes, Kosten für die Ausschreibung, die Überwachung, die Abnahme des Materials, den provinziellen Abzug, die Versicherung-Kontrolle usw ...;

Diese Kosten sind jedoch Pauschal auf 5 % des Betrags der bezuschußbaren Arbeiten begrenzt.

3° die Kosten für den Erwerb der unbeweglichen Güter, die unbedingt zur Ausführung der Arbeiten erforderlich sind, und zwar bis zu dem Wert, den das Immobilienerwerbskomitee für Rechnung der Region festgesetzt hat;

4° die zusätzlichen Arbeiten bis zu einem Betrag, der 10 % des ursprünglichen Betrags der Arbeiten entspricht.

Im Prinzip können nur die bei der Erstellung des Projektes unvorhersehbaren zusätzlichen Arbeiten bezuschußt werden.

Wenn ein Bezuschussungsantrag für solche Arbeiten bei der Region eingereicht wird, müssen die Unterlagen, die zu der Akte gehören, mir in zweifacher Ausfertigung auf dem Dienstweg übermittelt werden.

Die zusätzlichen Arbeiten müssen unbedingt unter einer Sonderrubrik in den in Kapitel IV erwähnten monatlichen Verzeichnissen sowie in der Endabrechnung des Vorhabens vermerkt werden.

#### B. Revision des Preises der Aufträge

##### Allgemeine Bestimmungen

Für die Vorhaben von Arbeiten, deren Durchführungsfrist gemäß dem Sonderlastenheft weniger als 100 Werktage beträgt und bei denen der Gesamtbetrag der Submission unter 250 000 BF liegt, können weder die infolge der Schwankungen der Löhne und Soziallasten vorzunehmenden vertraglichen Revisionen noch die infolge der Schwankungen der Preise des Materials vorzunehmenden vertraglichen Revisionen bezuschußt werden.

Für die Vorhaben, bei denen entweder die Durchführungsfrist mindestens 100 Werktage beträgt oder der Gesamtbetrag der Submission sich mindestens auf 250 000 BF beläuft, ohne daß beide Bedingungen erfüllt sind, können nur die infolge der Schwankungen der Löhne und Soziallasten vorzunehmenden vertraglichen Revisionen bezuschußt werden.

Für die Vorhaben, bei denen gleichzeitig die Durchführungsfrist mindestens 100 Werktage beträgt und der Gesamtbetrag der Submission sich mindestens auf 250 000 BF beläuft, werden die infolge der Schwankungen der Preise des Materials vorzunehmenden vertraglichen Revisionen ungeachtet der Art des Auftrags ebenfalls bezuschußt.

Der obenerwähnte Gesamtbetrag der Submission versteht sich ohne Steuer.

Die Revisionen erfolgen gemäß nachstehenden Formeln :

— bei einer Revision, die ausschließlich infolge der Schwankungen der Löhne und der Soziallasten erfolgt :

$$P = P(0,35 \frac{s}{S} + 0,65)$$

— bei einer Revision, die gleichzeitig infolge der Schwankungen der Löhne und der Soziallasten und infolge der Schwankungen der Preise der auf den Baustellen eingesetzten Materialien, Stoffe und Produkte erfolgen :

$$P = P(0,35 \frac{s}{S} + 0,35 \frac{i}{I} + 0,30)$$

In diesen Formeln ist :

P = der angepaßte Betrag des Auftrags;

P = der aufgrund des Vertrags berechnete Betrag des Auftrags;

P umfaßt nicht die Beträge, die der Unternehmer als Vergütung, Prämie und Schadenersatz usw. zahlt.

s = durchschnittlicher Stundenlohn, der am ersten Tag des Monats, für den der Bericht über den erreichten Stand der Arbeiten erstellt wird, angewandt wird,

S = durchschnittlicher Stundenlohn, der 10 Tage vor dem für die Submissionseröffnung festgesetzten Datum angewandt wird.

Der durchschnittliche Stundenlohn ist der Durchschnitt der Tariflöhne der qualifizierten, Fach- und Hilfsarbeiter, die von der Nationalen Paritätischen Kommission der Bauindustrie für die dem Ort der betreffenden Baustelle entsprechende Zone festgelegt worden sind, nachdem er um den gesamten Prozentsatz der Soziallasten und Versicherungen erhöht worden ist, der vom Ministerium der Öffentlichen Arbeiten für die zur Bauindustrie gehörenden Unternehmen zugelassen worden ist.

In bezug auf die Regelung der Soziallasten geht man davon aus, daß die Arbeiten unter die im Sonderlastenheft angegebene Kategorie fallen.

Die Symbole i und I stellen den Monatsindex dar, der auf der Grundlage eines jährlichen Verbrauchs der Hauptmaterialien und -stoffe durch die Bauindustrie auf dem Binnenmarkt ermittelt wird. Ihr Wert wird jeden Monat durch das Ministerium der Öffentlichen Arbeiten veröffentlicht.

i ist der Index des Kalendermonats vor demjenigen, für den der Bericht über den erreichten Stand der Arbeiten erstellt wird.

I ist der Index des Kalendermonats, der dem für die Submissionseröffnung festgesetzten Tag vorangeht.

Wenn für eine bestimmte Arbeit vorwiegend ein bestimmtes Material benutzt wird, können die oben bestimmten Symbole i und I durch die zu den betreffenden Zeiten üblichen Preise dieses Materials ersetzt werden.

Die vertraglichen Revisionen, die aufgrund der in Belgien eingetretenen und sich auf die Aufträge auswirkenden Änderungen der Abgaben und Steuern erfolgen, werden auf jeden Fall bezuschußt. Die Modalitäten dieser Revisionen sind die, die in Artikel 13, A des allgemeinen Lastenheftes des Staates vorgesehen sind.

### C. Betrag des Zuschusses

Es sollte berücksichtigt werden, daß die Zuschüsse je Schlachthof auf 140 Millionen begrenzt sind.

### III. Zusammensetzung der Akten im Hinblick auf die Zusage der Zuschüsse

#### A. Ausschreibung :

- a) das Lastenheft, das als Grundlage für die Ausschreibung gedient hat;
- b) das Protokoll über die Submissionseröffnung;
- c) der Bericht des Urhebers des Projektes über die Ausschreibung;
- d) die eingereichten Angebote mit all ihren Anlagen;
- e) der mit Gründen versehene Beschluß, mit dem der Bauherr den Auftragnehmer für die Arbeiten benennt;
- f) gegebenenfalls der Bericht des Provinzialen Technischen Dienstes.

Eine zweite Akte, die für den Rechnungshof bestimmt ist, muß ebenfalls beglaubigte Kopien der vorerwähnten Dokumente enthalten; von den Angeboten sind nur die Kopien der zwei niedrigsten vorzulegen.

#### B. Arbeiten die in staatlicher Regie durchgeführt werden :

- a) die beschreibende Aufstellung der durchzuführenden Arbeiten und ihren Kostenvoranschlag;
- b) der Beschluß des Bauherrn zu ihrer Durchführung;
- c) das rechtfertigende Schreiben über das angewandte Verfahren;
- d) das Gutachten des Provinzialen Technischen Dienstes.

Diese Akte wird in doppelter Ausfertigung eingereicht, wobei eine aus den Originalen besteht. Die Kopien müssen vom Bauherrn beglaubigt werden.

#### C. Abändernde oder zusätzliche Arbeiten

- a) das vom Urheber des Projektes abgefaßte technische Rechtfertigungsschreiben und der ausführliche Kostenvoranschlag für die Arbeiten;
- b) das Einverständnis des Unternehmers, der den Auftrag für die Arbeiten erhalten hat, zu der Ausführung der zusätzlichen Arbeiten zu den Einheitspreisen seines Angebotes oder zu den vereinbarten Preisen;
- c) der Beschluß des Bauherrn zu ihrer Durchführung.

Diese Akte wird in doppelter Ausfertigung eingereicht, wobei eine aus den Originalen besteht. Die Kopien müssen vom Bauherrn beglaubigt werden.

#### D. Erwerb von unbeweglichen Gütern :

- a) der Beschluß über den Erwerb und seiner Zweckbestimmung;
- b) den Schätzungsbericht, den das Immobilienerwerbskomitee über diesen Erwerb für Rechnung des Staates erstellt hat;
- c) die Erwerbsurkunde.

Diese Akte wird in doppelter Ausfertigung eingereicht, wobei eine aus den Originalen besteht. Die Kopien müssen vom Bauherrn beglaubigt werden.

Bei Nichteinhaltung dieser letzteren Anweisungen wird die Akte automatisch zur Verbesserung zurückgeschickt.

### IV. Berichte über den erreichten Stand der Arbeiten und Endabrechnungen der Vorhaben

Die untergeordneten Verwaltungen müssen ein monatliches Verzeichnis der Arbeiten einreichen, das am letzten Tag eines jeden Kalendermonats zu erstellen ist. Wenn der Tag, an dem die Arbeiten in Angriff genommen werden, nicht mit dem Beginn des Monats übereinstimmt, wird das monatliche Verzeichnis am Ende des darauffolgenden Monats aufgestellt.

Die Abrechnungen der Vorhaben müssen so schnell wie möglich bei der Region eingereicht werden.

Die Abrechnungen müssen deutlich hervorheben, welche Arbeiten :

- 1° nach dem genehmigten Angebot ausgeführt worden sind;
- 3° zusätzlich ausgeführt worden sind;
- 4° nicht ausgeführt worden sind.

Die nichtbezuschußbaren Arbeiten müssen ebenfalls hervorgehoben werden.

Als Beleg für die Endabrechnung müssen insbesondere folgende Dokumente vorgelegt werden :

- 1° die ausführlichen Verzeichnisse der Schlechtwettertage, der bezahlten Urlaubstage usw...;
- 2° die Anweisungen zur Einstellung und zur Wiederaufnahme der Arbeiten, die die Unterbrechungen des Vorhabens rechtfertigen;
- 3° das Protokoll über die vorläufige Abnahme der Arbeiten.

### V. Allgemeine Bedingungen

Vorliegendes Rundschreiben ersetzt die durch das Ministerium der Volksgesundheit und der Familie erstellten Rundschreiben, namentlich das Rundschreiben Nr. ATH/60/01 vom 24. Februar 1960 und das Rundschreiben Nr. GS/100/50-59/71 vom 27. Oktober 1971.

Jeder Verstoß gegen vorangehende Regeln kann seitens der Region zu Strafen führen, die bis zur Verweigerung oder zum teilweisen bzw. vollständigen Entzug ihrer finanziellen Beteiligung gehen können.

Diese neuen Bestimmungen gelten für die Arbeiten, deren Inangriffnahme ab dem 1. Januar 1991 angesetzt worden ist.

Amur, den 15. Februar 1991

Der Minister der Wallonischen Region für die Landwirtschaft, die Umwelt  
und das Wohnungswesen,  
G. LUTGEN,

Der Minister der Wallonischen Region für die Lokalen Behörden, die Bezuschuften Arbeiten  
und das Wasser,  
A. VAN DER BIEST

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

15 FEBRUARI 1991. — Circulaire met betrekking tot de toepassing van de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 maart 1986, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 15 maart 1990 betreffende de toekenning van subsidies aan de ondergeschikte besturen voor de bouw, de uitbreiding of de verbouwing van openbare slachthuizen

Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 maart 1986 bepaalt de toekenningsvoorwaarden en de procedure voorzien voor het verkrijgen van subsidies betreffende voornoemd voorwerp.

Dit besluit vervolledigt en verduidelijkt het koninklijk besluit van 25 april 1980 houdende regeling van de procedure inzake toekenning van de subsidies voorzien in het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de staatsuitsluiting inzake toelagen voor de uitvoering van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerf fabrieken en verenigingen van polders en wateringten.

De subsidiëeringswijze, voorzien bij tussenkomsst van het Gemeentekrediet van België, moet de betaling kunnen bespoedigen van de sommen verschuldigd door de aan hun medecontractanten ondergeschikte openbare besturen.

Daartoe zal het ondergeschikt bestuur, op het ogenblik dat het aanbestedingsdossier door het Gewest wordt goedgekeurd, zoals vroeger verzocht worden bij het Gemeentekrediet van België een lening aan te gaan waarvan het bedrag overeenstemt met het deel van de tegemoetkoming van het Gewest in de kosten van de aanneming.

De financiële lasten verbonden aan deze lening die voor een duur van twintig jaar werd gesloten, komen volkomen ten laste van het Gewest.

Betalingsmodaliteiten :

1. Het Gewest zendt het Gemeentekrediet van België een afschrift toe van zijn vaste tegemoetkomingsbelofte, waarin het bedrag in kapitaal (op duizend naar beneden afgerond) waarvan de intresten en aflossingen ten laste van de Staat komen, vermeldt.

2. Het bedrag van de subsidie wordt zodanig berekend dat het deel ten laste van de opdrachtgever niet meer dan 50 % bedraagt, rekening houdend met een eventuele tegemoetkoming van de FEOGA.

3. Een voorschot gelijk aan 20 % van het bedrag van de subsidie, berekend op basis van de inschrijving, zal op verzoek van het Gewest door het Gemeentekrediet van België ter beschikking van de opdrachtgever worden gesteld tegen overlegging van de kennisgeving van de opdracht aan de ondernemer en van het bevel het werk te beginnen.

4. Het Gemeentekrediet zal een afschrift van de aanvraag om ter beschikkingstelling naar het Gewest terugzenden, voorzien van de uitvoeringsvermelding en van de waardedatum waarop de intresten voor de 20 % van het deel van het Gewest zullen lopen.

5. Dezelfde procedure van ter beschikkingstelling zal worden aangewend voor de vereffening van de 80 % van het deel van het Gewest al naar gelang van de indiening van de standen van het werk bij het Gewest en vanzelfsprekend na aftrek van het 20 % voorschot.

Ieder van voornoemde standen van het werk zal, voor zover hij aan minstens 10 % van het bedrag van de subsidie gelijk is (zoniet is het geboden op hun samenvoeging te wachten om die drempel te bereiken), het voorwerp zijn van een tot het Gemeentekrediet van België gericht advies, waarbij het verzocht wordt een lening ten belope van dit bedrag ter beschikking van de opdrachtgever te stellen, rekening houdend met het deel van de tegemoetkoming van het Gewest in het bedrag van die werken.

6. Op basis van de eindafrekening en van het proces-verbaal van voorlopige oplevering van het werk zal het bedrag van de subsidie definitief worden vastgesteld, rekening houdend namelijk met de eventuele subsidies verkregen op basis van andere wettelijke of reglementaire bepalingen.

Wanneer bij de eindafrekening blijkt dat het deel van het Gewest kleiner is dan het oorspronkelijk voorzien bedrag wordt de hele lening aan het nieuwe bedrag aangepast.

Wanneer integendeel bij de eindafrekening blijkt dat het bedrag van de voorziene subsidie ontoereikend is, wordt dit bedrag ten belope van de goedgekeurde toeslagen verhoogd.

Elke wijziging van het vaste bedrag van het tussenkomsstdeel te wijten aan door het Rekenhof geuite opmerkingen zou door het Gewest meegedeeld worden aan het Gemeentekrediet van België dat tot de noodzakelijke regularisaties zou overgaan.

I. Essentiële voorwaarden om de subsidies te verkrijgen :

1. Zoals vroeger moeten het voorontwerp en het ontwerp door het Gewest worden goedgekeurd. De opdrachtgever moet voor het aanbesteden van de werken in het bezit zijn van een beginselbelofte van financiële tegemoetkoming.

2. De wetgeving inzake overheidsopdrachten moet vanzelfsprekend tijdens de hele procedure, en met name wat de toewijzingswijze van de opdracht betreft, in acht worden genomen.



3. Het aanbestedingsdossier moet door het departement worden goedgekeurd alvorens bevolen wordt de werken aan te vatten. Daarentrent dient de aandacht van de ondergeschikte besturen gevestigd te worden op de noodzaak de aanbestedingsdossiers onverwijld in te dienen opdat de beslissing, in ieder geval, voor het verstrijken van de geldigheidstermijn van de aanbiedingen aan de aannemer kan betekend worden.

In het algemeen verliest elke door de aannemers ten gevolge van een nalatige bekendmaking vereiste toeslag het voordeel van de toelage van het Gewest.

4. De opdrachtgever moet het houden van een dagboek der werken opleggen dat overeenstemt met het voor de werken van het Gewest gebruikt model.

5. Het bestuur moet over de begindatum van het werk ingelicht worden; het moet ook te gelegener tijd ingelicht worden over de datum van de door het bijzonder bestek opgelegde proeven om er eventueel één van zijn technici af te vaardigen.

Het bestuur dient ten minste tien dagen van te voren op de hoogte te worden gebracht van de voor de oplevering van de werken vastgestelde datum.

6. Elke overeenkomst of overeenkomstwijziging met betrekking tot gesubsidieerde werken kan slechts na goedkeuring door het Gewest voor de toekenning van de toelage in aanmerking worden genomen.

## II. Bepaling van het subsidieerbaar bedrag van de ondernemingen

### A. Uitgaven die de subsidie kunnen genieten :

Kunnen de subsidie genieten :

1° de in artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 maart 1986, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 15 maart 1990;

2° de algemene kosten : het honorarium van de ontwerper, de aanbestedings-, toezicht- en keuringskosten van materialen, de provinciale kortingen, de verzekeringcontrole, enz.

Deze kosten zijn echter forfaitair beperkt tot 5 % van het bedrag van de werken die de subsidie kunnen genieten.

3° de aankoopkosten van de onroerende goederen die voor de uitvoering van de werken strikt noodzakelijk zijn en ten belope van de door het Aankoopcomité van Onroerende Goederen voor rekening van de Staat vastgestelde waarde;

4° de aanvullende werken ten belope van een bedrag dat gelijk is aan 10 % van het oorspronkelijk bedrag van de werken.

In principe zullen enkel de bij het opmaken van het dossier onvoorziene aanvullende werken de toelage kunnen genieten.

Wanneer een aanvraag om subsidie voor zulke werken bij het Gewest wordt ingediend, dienen de documenten die het dossier vormen, mij in tweevoud langs de hiërarchische weg te worden toegezonden.

De aanvullende werken moeten verplicht onder een bijzondere rubriek worden vermeld in de maandelijks staten waarvan sprake in hoofdstuk IV, alsmede in de eindafrekening van de onderneming.

### B. Herziening van de prijs van de opdrachten

#### Algemene bepalingen

Voor de aannemingen van werken waarvan de in het bijzonder bestek opgenomen uitvoeringstermijn kleiner is dan honderd werkdagen en het totaal bedrag van de inschrijving kleiner dan 250 000 frank, genieten noch de contractuele herzieningen uit hoofde van schommelingen inzake lonen en sociale lasten noch de contractuele herzieningen uit van schommelingen inzake de materiaalprijzen het voordeel van de toelage.

Voor de aannemingen van werken waarvoor hetzij de uitvoeringstermijn ten minste honderd werkdagen bedraagt, hetzij het totaal bedrag van de inschrijving gelijk aan of groter dan 250 000 frank is, maar zonder dat de twee voorwaarden vervuld worden, kunnen enkel de contractuele herzieningen uit hoofde van schommelingen in de lonen en sociale lasten de subsidie genieten.

Voor de aannemingen waarvan de uitvoeringstermijn ten minste honderd werkdagen bedraagt en het totaal bedrag van de inschrijving gelijk aan of groter dan 250 000 frank is, kunnen ook de contractuele herzieningen uit hoofde van schommelingen inzake materiaalprijzen het voordeel van de subsidie genieten, ongeacht het type opdracht.

Het totaal bedrag van voornoemde inschrijving is berekend exclusief belasting.

De herzieningen worden gedaan aan de hand van volgende formules :

— in geval van een herziening uit hoofde van schommelingen in de lonen en sociale lasten :

$$P = P \left( 0,35 \frac{s}{S} + 0,65 \right)$$

— in geval van herziening uit hoofde van schommelingen in de lonen en sociale lasten en uit de hoofde van schommelingen in de prijzen van de materialen, materies en produkten gebruikt op de werven :

$$P = P \left( 0,35 \frac{s}{S} + 0,35 \frac{i}{I} + 0,30 \right)$$

In die formules :

P = het aangepast bedrag van de opdracht;

P = het bedrag van de opdracht berekend op basis van de overeenkomst.

Worden niet in P begrepen de aan de aannemer als vergoeding, premie, schadevergoeding, ...betaalde sommen.

s = gemiddeld uurloon van toepassing de eerste dag van de maand waarvoor de stand van het werk werd opgemaakt;

S = gemiddeld uurloon van toepassing tien dagen voor de voor de opening van de inschrijvingen vastgestelde datum.

Het « gemiddeld uurloon » is het gemiddelde van de conventionele lonen van de geschoolde, gespecialiseerde en ongeschoolde arbeiders dat voor de zone waar de bouwplaats van de aanneming is gelegen, door het Nationaal Paritair Comité voor de Bouwnijverheid werd vastgesteld, verhoogd met het globaal percentage van de sociale lasten en verzekeringen dat door het Ministerie van Openbare Werken voor de aannemingen van werken betreffende de bouwnijverheid werd toegelaten.

Wat het stelsel van de sociale lasten betreft, worden de werken geacht ingedeeld te worden in de in het bijzonder bestek vermelde categorie.

De tekenen i en I vertegenwoordigen de maandelijks index berekend op basis van een jaarlijks verbruik van de voornaamste materialen en stoffen door de Bouwnijverheid op de binnenmarkt. Hun waarde wordt maandelijks bekendgemaakt door het Ministerie van Openbare Werken.

i vertegenwoordigt de index die betrekking heeft op de kalendermaand die de maand waarvoor de stand van het werk wordt opgemaakt, voorafgaat.

I vertegenwoordigt de index die betrekking heeft op de kalendermaand die de voor de opening van de inschrijving vastgestelde datum voorafgaat.

Wanneer een bepaald materiaal voor een bepaald werk in grote hoeveelheid wordt gebruikt, kunnen de hierboven bepaalde I en I indexen vervangen worden door de prijzen van die materialen tijdens de betrokken periodes.

Wat betreft de contractuele herzieningen uit hoofde van wijzigingen die in België hebben plaatsgevonden inzake rechten en taksen die een weerslag op de opdrachten hebben, zij kunnen in ieder geval het voordeel van de subsidie genieten. De modaliteiten van deze herzieningen zijn diegenen bepaald in artikel 13A, van de algemene aannemingsvoorwaarden.

#### C. Bedrag van de subsidie

Er dient rekening te worden gehouden met het feit dat de subsidies tot 140 miljoen per slachthuis worden beperkt.

### III. Samenstelling van de dossiers met het oog op de aanwending van de subsidies

#### A) Aanbesteding :

- a) het bestek dat als basis voor de aanbesteding heeft gediend;
- b) het proces-verbaal van de opening van de inschrijvingen;
- c) het verslag van de ontwerper over de aanbesteding;
- d) de ingediende inschrijvingen en al hun bijlagen;
- e) de gemotiveerde beraadslaging waarbij de opdrachtgever de aannemer van het werk aanwijst;
- f) eventueel het verslag van de provinciale technische dienst.

Een tweede dossier bestemd voor het Rekenhof zal ook voor eensluidend verklaarde afschriften van voornoemde documenten moeten bevatten, met uitzondering van de inschrijvingen waarvan enkel de afschriften van de twee laagste dienen te worden overgelegd.

#### B. In regie uit te voeren werken :

- a) de beschrijving van de uit te voeren werken en hun bestek met kostenraming;
- b) de beraadslaging van de opdrachtgever die over hun uitvoering beslist;
- c) de nota ter rechtvaardiging van de aangenomen procedure;
- d) het door de provinciale technische dienst uitgesproken advies.

Dit dossier moet in twee exemplaren worden ingediend, waarvan één met de oorspronkelijke documenten. De afschriften dienen door de opdrachtgever voor eensluidend verklaard te worden.

#### C. Wijzigings- of aanvullende werken :

- a) de technische rechtvaardiging door de ontwerper en het uitvoerig bestek met kostenraming van de uit te voeren werken;
- b) het akkoord van de aannemer die de opdracht heeft behaald, voor de uitvoering van de aanvullende werken hetzij tegen de unitaire prijzen van zijn inschrijving, hetzij tegen overeengekomen prijzen;
- c) de beraadslaging van de opdrachtgever die over hun uitvoering beslist.

Dit dossier dient te worden ingediend in twee exemplaren, waarvan één met de oorspronkelijke documenten. De afschriften dienen door de opdrachtgever voor eensluidend verklaard te worden.

#### D. Aankopen van onroerende goederen :

- a) de beraadslaging met betrekking tot de aankoop en de bestemming van het goed;
- b) het ramingsverslag van het Aankoopcomité van onroerende goederen voor rekening van de Staat over die aankoop;
- c) de aankoopakte.

Dit dossier dient te worden ingediend in twee exemplaren, waarvan één met de oorspronkelijke documenten. De afschriften dienen door de opdrachtgever voor eensluidend te worden verklaard.

Bij niet-naleving van deze laatste instructies wordt het dossier automatisch voor rechtzetting teruggestuurd.

### IV. Standen van het werk en eindrekeningen van de aannemingen

De ondergeschikte besturen moeten een maandelijks stand van het werk indienen die de laatste dag van elke kalendermaand zal opgemaakt worden. Wanneer de begindatum van de werken niet overeenstemt met het begin van een maand, moet de eerste maandelijks stand van het werk aan het einde van de volgende maand worden opgemaakt.

De afrekeningen van de ondernemingen moeten zo spoedig mogelijk bij het Gewest ingediend worden.

De afrekeningen moeten volgende werken duidelijk aan het licht brengen :

1. de overeenkomstig de aangenomen inschrijving uitgevoerde werken;
2. de werken die daarnaast werden uitgevoerd;
3. de niet uitgevoerde werken.

De werken die het voordeel van de subsidies niet genieten, moeten ook duidelijk uit het geheel uitkomen.

Dienen bij de eindafrekening gevoegd te worden met name :

- 1° de uitvoerige lijst van de dagen van slecht weer, van betaald verlof, enz.;
- 2° de opschortings- en hervattingsbevelen van het werk die het onderbreken van de aanneming rechtvaardigen;
- 3° het proces-verbaal van voorlopige oplevering van het werk.

### V. Algemene voorwaarden

Deze circulaire vervangt degene, opgemaakt door het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin, namelijk de circulaire ATH/60/01 van 24 februari 1960 en de circulaire nr. GS/100/50-59/71 van 27 oktober 1971.

Elke overtreding van voornoemde regelen kan door het Gewest gestraft worden met een weigering of een gedeeltelijke of gehele intrekking van zijn financiële tussenkomst.

Deze nieuwe bepalingen zullen van toepassing zijn op de werken waarvan het uitvoeringsbevel, met ingang van 1 januari 1991 werd gegeven.

Namen, 15 februari 1991.

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

De Minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST